

Une Ecosse indépendante ?

Comment voter catholique

● ● ● **Jim Gallagher**, Oxford

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Glasgow

Le 18 septembre, les électeurs écossais décideront si l'Ecosse doit quitter ou non le Royaume-Uni et devenir indépendante. L'Eglise catholique peut-elle contribuer au débat sur cette question nationale, de nature existentielle ?

La sympathie que la hiérarchie de l'Eglise catholique écossaise a manifestée par le passé envers la position nationaliste a fait place à une position de neutralité : les paroissiens sont encouragés à voter selon ce que chacun juge être le plus juste. Les catholiques se trouvent donc dans la même situation que les autres Ecossais et examinent les mêmes questions.

Certains, peut-être, pensent simplement que l'Ecosse étant une nation, elle doit devenir indépendante. Mais la plupart ne partagent pas cet engagement nationaliste qui vient des tripes et se demandent ce que l'indépendance impliquerait concrètement, dans quelle mesure elle changerait l'Ecosse. Celle-ci deviendrait-elle « meilleure », donc plus riche, plus égalitaire ou plus verte ? Il n'est pas surprenant que les nationalistes répondent *oui* à toutes ces questions. Oui, l'Ecosse serait plus riche parce que l'indépendance créerait plus de croissance économique. Oui, elle serait plus égalitaire car un meilleur système social protégerait les pauvres. Oui, elle serait plus verte, car libre du nucléaire (et des armes atomiques). L'aide internationale augmenterait aussi.

Il est aisé de se montrer cynique face à l'effronterie de telles promesses, d'au-

tant plus que les nationalistes prétendent que ces changements seront accomplis, tout en maintenant des liens très étroits, notamment économiques, avec le Royaume-Uni et avec une série d'institutions communes, allant de la Banque d'Angleterre à la BBC. On a peine à croire que le Royaume-Uni puisse se montrer aussi accommodant... Mais même si ces liens étaient réellement maintenus, comment faire pour concrétiser les changements annoncés ?

La fin de l'austérité ?

La plupart des votants paraissent préoccupés par la question de savoir s'ils seront plus riches ou plus pauvres au cas où le référendum pour une Ecosse indépendante était approuvé. D'autres, en revanche, dont des catholiques, désespérant de voir la justice sociale progresser, considèrent l'indépendance comme un moyen de la réaliser : « Votez oui et mettez fin à l'austérité »,

1 • Une version plus étoffée de cet article a été publiée par la revue jésuite anglaise *Thinking Faith*, le 30 juin 2014. (www.thinkingfaith.org) (n.d.l.r.)

tel est le slogan. D'autres partisans encore veulent faire de l'Ecosse indépendante un paradis fiscal. Il est évident que l'un de ces deux groupes sera déçu.

Comment se forger une opinion face à ces arguments contradictoires ? Une manière de procéder est de centrer son attention sur la question posée aux Ecosseis. Celle-ci n'est pas : *L'Ecosse doit-elle être plus égalitaire ?* mais bien : *L'Ecosse doit-elle devenir un pays indépendant ?* La prudence invite donc à examiner les retombées déjà prévisibles de l'indépendance.

L'une d'elles (qui est certaine) est que l'Ecosse deviendrait un pays séparé du Royaume-Uni. Leurs liens politiques seraient coupés. L'Ecosse et le Royaume-Uni n'auraient plus en commun ni la fiscalité ni les dépenses publiques. L'Ecosse paierait ses services publics, ses retraites et ses prestations sociales, avec comme seul revenu les impôts levés sur son territoire. Les conséquences de ce changement ont été projetées par de nombreux analystes indépendants. Aujourd'hui, les dépenses publiques en Ecosse dépassent d'environ 10 % celles du Royaume-Uni ; cette situation ne sera viable que si ses recettes fiscales sont également supérieures de 10 % à celles du Royaume-Uni. Or, si par le passé les revenus provenant du pétrole de la Mer du Nord auraient permis cette balance, ce n'est plus le cas aujourd'hui, car ces apports sont en diminution. Les dépenses publiques, en outre, vont augmenter davantage en Ecosse que dans le reste du Royaume-Uni, le vieillissement de sa population étant plus rapide.

Aujourd'hui, dans le cadre du Royaume-Uni, l'Ecosse peut compter sur la mise en commun des ressources pour faire face à ses dépenses. Restée

seule, elle devra opérer des coupes dans ses dépenses ou augmenter les impôts de plus de 10 %.

Ces prévisions ne signifient pas que l'indépendance est impossible, mais qu'à l'évidence, on est à l'opposé d'une fin de l'austérité.

Solidarité sociale

Les arguments énoncés ci-dessus sont ceux de la politique profane. Les citoyens catholiques devraient s'interroger, pour leur part, à partir d'autres principes. Parlant à la fois de l'Ecosse et de l'Espagne, le pape François a conseillé la prudence. Il a dit que les choix concernant une sécession dépendaient des circonstances, mais que « toutes les divisions [l']inquiètent » et que « la sécession d'une nation qui n'a pas connu d'union forcée dans son histoire doit être prise avec des pincettes, et chaque cas analysé séparément. »

La doctrine sociale de l'Eglise catholique ne donne pas non plus de réponse toute faite, qui serait *oui* ou *non*.

Parlement écossais,
Edimbourg



Il y a certes des cas où le catholicisme et l'identité nationale se confondent. Mais l'Eglise a existé bien avant l'institution des Etats-nations. Elle est universelle, et non nationaliste. Reconnaître la légitimité des gouvernements nationaux laïques ne revient donc pas à approuver une sécession, comme le suggère la formulation subtile du pape François.

Dans ce domaine, deux thèmes de la doctrine sociale sont pertinents : la solidarité sociale et le principe de subsidiarité, le principal étant, depuis *Rerum Novarum*, celui de la solidarité sociale, du soutien mutuel et du partage entre divers groupes de personnes, afin d'aboutir à plus de justice.

Le Royaume-Uni est un Etat multinational, dont le niveau de solidarité sociale entre les nations qui le composent est élevé et garanti à chaque région un bien-être qui ne dépend pas des recettes fiscales générées localement. Ainsi, par exemple, le Pays de Galles, en raison de ses besoins spécifiques, bénéficie d'une part plus importante des deniers publics que la moyenne du Royaume-Uni ; il disposerait de beaucoup moins si cela ne dépendait que de ses propres recettes fiscales. C'est là un exemple de « justice sociale entre nations ». L'argument de la solidarité tend donc à élargir les frontières nationales au lieu de les resserrer.

Le principe de subsidiarité prend-il un autre chemin ? Conçue à l'origine pour s'opposer à l'emprise généralisée de l'Etat, la subsidiarité soutient que les décisions doivent être prises à un niveau le plus proche possible des personnes concernées : la famille, la collectivité locale ou la région. Certaines décisions doivent être prises au niveau local ; d'autres, comme celles qui concernent la taxation et la gestion écono-

mique, à une échelle plus vaste. Les nationalistes eux-mêmes reconnaissent que la gestion macroéconomique ne peut pas se faire au seul niveau de l'Ecosse, alors que les entreprises jouent souvent une autorité fiscale contre l'autre, ce qui réduit le revenu général.

Un équilibre délicat

L'organisation interne du Royaume-Uni constitue un équilibre délicat. En Ecosse (comme en Irlande du Nord et au Pays de Galles), toutes les questions intérieures se décident au Parlement écossais. D'autres, comme la gestion macroéconomique et la fiscalité, sont du ressort de Westminster. Il en va de même pour les prestations sociales, qui incarnent la solidarité. L'ensemble de ce cadre institutionnel correspond donc au principe de subsidiarité. Celui-ci est au cœur d'une approche qui permet aux Ecossais d'allier à la fois le principe de solidarité à la force d'un Parlement national.

Nous saurons très bientôt si les catholiques se sont laissés inspirer par le pape François ou par Alex Salmond, Premier ministre écossais.

J. G.

(traduction : Cl. Chimelli)